

« Collectivités, comment (ré)agir face à l'ouverture des marchés de l'énergie ? »

Directions Ecologie Urbaine & Patrimoine et logistique
Service Energie & maintenance fluides
Sylvie MINGANT & Philippe LE GALL

Mardi 17 décembre 2013



Le contexte de l'ouverture des marchés

- ❖ Juillet 2007 : obligation de marché libre pour tout nouveau branchement,
 - ❖ Transition : veille et marché tarif libre avec GDF pour un an (et non 3 ans)
 - ❖ fin 2010 : constat d'une structuration nécessaire et pertinente
 - ➔ des retours d'expérience existant,
 - ➔ une bulle gazière,
 - ➔ un volume devenant important (conversion fioul & élec en gaz)
 - ❖ procédure « idéale » : marché accord cadre pour 4 ans avec marché subséquent à la survenance des besoins
- ...mais des nécessités de décision et d'organisation = autre procédure (s) :

1^{er} marché : 2011 - 2013

❖ Constitution d'un groupement de commandes Ville de Brest et Brest métropole océane,

➡ Proposition également aux communes : peu concernées (1 à 2 sites) et/ou liées par marché de 3 ans.

❖ 11 sites – 1 650 Mwh PCS /an – Estimation 80 000 €HT/an
Données minimum de consultation : CAR (conso annuelle de référence), profil (GRDF), tarif T2 (B0, B2I), T3 (B2S)

❖ Marché à procédure adaptée, à bons de commande :

➡ durée de 2 ans
➡ possibilité d'intégrer d'autres sites (mini/maxi)
➡ prix ferme - problème article 18 CDM...
➡ critères : prix 80%, technique 20% (facturation semestrielle et tableur excel compatible avec Energie territoria)

❖ 3 candidats : GDF, EDF, Antargaz : Ecart important = 26% !

1ers enseignements et vie du 1^{er} marché

❖ Sur le marché :

➡ Un débat sur prix ferme et révisé : divergence vision marché et vision opérationnelle

➡ Des fournisseurs mal préparés : prix anormalement différents

➡ Part abonnement (5,5%) et part consommation (19,6%) : variable, nota : l'abonnement correspond peu ou prou à la CTA (contribution tarifaire d'acheminement) correspondant à l'acheminement par GRDF

❖ A l'usage :

➡ Une facturation semestrielle très compliquée, ne correspond pas aux relevés de GRDF,

➡ Factures globales alors que gestion différencié Ville et Bmo

➡ Le tableau excel de suivi des consommations, long à obtenir et n'est pas importable simplement : manque matricule compteur

➡ Intégration de 3 sites (oct.2011) : très compliqué pour le fournisseur, bonne affaire pour ville de Brest...

2eme marché : 2013 - 2014

❖ contexte : offre marché < de 5% à 15% au tarif réglementé , réflexion Bmo pour création d'une structure dédié à l'efficacité énergétique horizon 2014,

❖ 18 sites – 2 510 Mwh PCS /an – Estimation 128 000 €HT/an

❖ Marché à procédure adaptée :

➡ durée : 1 an

➡ prix ferme - révisé? article 18 CDM...: débat service marché et

services opérationnels :

quelle formule? 1 formule = 1 fournisseur ou formule CRE ? :

2eme marché : 2013 - 2014

Formule de révision BASE CRE

$$TQ = TQ_0 + 1,33269 * \Delta I_1 + 0,01642 * \Delta I_2 + 0,02244 * \Delta I_3 + 0,05384 * \Delta I_4 + 0,09478 * \Delta I_5$$

Description des indices :

Indice 1 (I 1) : moyenne semestrielle du taux de change moyen mensuel du \$ en €

Indice 2 (I 2) : moyenne semestrielle du cours moyen mensuel du fioul domestique FOD (< 0,1 % de soufre) FOB Barge Rotterdam en €/t avec décalage 1 mois

Indice 3 (I 3) : moyenne semestrielle du cours moyen mensuel du fioul lourd BTS (< 1 % de soufre) FOB Barge Rotterdam en €/t avec décalage 1 mois

Indice 4 (I 4) : moyenne semestrielle du cours moyen mensuel du pétrole Brut en €/baril avec décalage 1 mois

Indice 4 (I 5) : Evolution de la cotation des contrats futurs trimestriels de gaz naturel en € par Mwh

ΔI = Evolution de l'indice entre 2 échéances

Indexation ou non : Quel est le risque ? : juridique ou financier? Retour d'expérience Lorient...

Notre avis : pour les petits marchés, il serait souhaitable que la loi permettent le prix ferme.

Nouveaux enseignements

- ❖ candidats plus nombreux : GDF, EDF, ENIGaz, ANTARGAZ, Total
- Energie gaz : offres de prix + cohérentes et voisines,
- ❖ offre retenue inférieure de 11% à l'estimation (Tarif réglementé)
- ❖+ ou - 10 % pour intégration ou suppression de sites en cours de marché

- ❖ Sur l'analyse des offres de prix, 2 cas :
 - abonnement élevé : TVA à 5,5% et cout du kwh faible
 - abonnement faible, cout du kwh +élevé : TVA à 19,6%

Critère prix en HT ou TTC ? Divergence de point de vue :

- « TTC : c'est ce que l'on paye au final »
- « nombreuses taxes indépendantes des fournisseurs (CTA, TICGN etc..), part abonnement doit représenter la part acheminement du gaz, le cout du kwh + élevé incite aux économies d'énergie »

-

➡ Analyse en HT ou TTC : la « bascule fiscale »!

Notre avis : la définition de l'abonnement devrait être précisée par la loi

Le jour j du changement de fournisseurs

❖ sans douleur pour le maître d'ouvrage sauf comptabilité énergétique ! : GRDF ne fait pas de relevés le jour du changement de fournisseur,

Notre avis : si le maître d'ouvrage relève ses compteurs, GRDF devrait pouvoir (ou en avoir l'obligation..) les considérer

Mais ensuite, gestion + chronophage

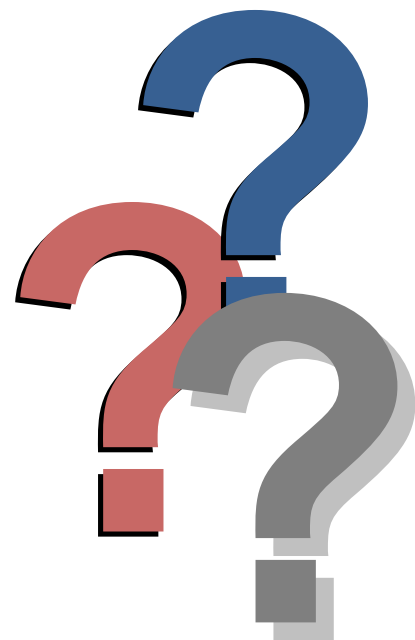
❖ Nécessite des vérifications beaucoup plus importantes que pour le tarif réglementé : groupement de factures, problématique d'importation des données de comptabilité énergétique, plusieurs fournisseurs.....

Perspectives

- ❖ Loi sur la consommation : fin tarif réglementé B2S pour les sites > 200 Mwh au 31 décembre 2014
- ❖ Impact : 40 sites pour ville de Brest et Bmo – 16 000 Mwh – 900 000 €/an
Voir + ? : tarif intéressant, sites à la limite : élargissement potentiel volontaire pour sites > 150 Mwh?
- ❖ *En attendant le GIP* : Appel d'offre ouvert en 2014, durée 1 an, prix révisé : formule simple et la moins risquée financièrement à trouver...
- ❖ GIP opérationnel en 2015 :
Achat d'énergie en groupement ou centrale d'achat (mandataire) pour les membres du GIP : principe de mutualisation et massification,
Nécessite un acheteur en veille sur le marché de l'énergie : marché SPOT pour passation marché au meilleur moment avec formule de révision
Et meilleure procédure : accord cadre...

Exemple type de procédure en achat groupé :
Appel d'offres européen du Sigeif pour l'achat de gaz naturel au profit de 267 collectivités et établissements publics d'Île-de-France.





Des questions ?
Votre avis ?